BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

Arrêté du 21 février 2012 relatif à la composition du comité technique de proximité de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne NOR: JUSF1205622A

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat :
- Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- Vu le décret n°2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 10 mai 2011 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique de l'Etat:
- Vu l'arrêté du 20 mai 2011 relatif à la création des comités techniques à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Vu l'arrêté du 3 août 2011 fixant les modalités d'élection et de désignation des représentants du personnel siégeant dans les comités techniques institués dans les services de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Vu l'arrêté du 28 octobre 2011 modifiant divers arrêtés relatifs aux élections professionnelles au ministère de la justice et des libertés ;
- Vu les résultats des élections professionnelles du 22 novembre 2011 pour la désignation des représentants du personnel siégeant dans les comités techniques institués dans les services de la protection judiciaire de la jeunesse.

ARRÊTE

Article 1

Sont élues représentants du personnel au sein du comité technique de proximité de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne les personnes suivantes :

Pour la CGT PJJ

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Mme Sophie MURAT-MARTINEZ	Mme Sandra SAMARDZIJA

Pour le SNPES PJJ / FSU

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Mme Elizabeth DUMONT-MAUREL	M. Stéphane FRECHOU
M. Gilles MOREL	M. Eric COATRIEUX
M. Christophe ADAM	Mme Virginie CONSTANT
Mme Françoise JOFFRE	M. Laurent GONZALVEZ

Article 2

Les mandats des représentants mentionnés ci-dessus prennent effet à compter de la publication du présent arrêté.

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

Article 3

Le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 21 février 2012.

Pour le directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Auvergne, La directrice territoriale adjointe,

Laurence DUPERRAY